



Actualité Société

Sébastien Chadaud-Pétronin

« Si je perds, ma mère meurt »

INTERVIEW

COLÈRE Le fils de Sophie Pétronin, enlevée en 2016 par des djihadistes au Mali, accuse la France de ne pas œuvrer pour sa libération

TRACTATIONS Il raconte dans un livre qu'un accord, à deux doigts d'être conclu en décembre, aurait été rejeté par les autorités

Pendant un peu plus de deux ans, il a remué ciel et terre pour faire libérer sa mère. Sophie Pétronin, 73 ans, enlevée le 24 décembre 2016 à Gao, dans le nord du Mali, et aujourd'hui seule otage française dans le monde. Dans un livre à paraître le 2 mai*, Sébastien Chadaud-Pétronin raconte... et accuse. Les autorités, qui ont souvent semblé accompagner ses efforts tout en freinant parfois ses

ardeurs, lui ont surtout, estime-t-il, mis des bâtons dans les roues. Il est convaincu qu'au sommet de l'État, il n'a jamais été question d'envisager une solution négociée.

Un intermédiaire malien vous aurait proposé en décembre de libérer votre mère moyennant une « somme à six chiffres », dix fois inférieure à ce qui se pratique. Le Quai d'Orsay a refusé. Vous vous êtes senti trahi ?

Bien sûr. En refusant cette offre, et en refusant surtout d'entamer une discussion – c'est le principe même de la négociation qui a été rejeté –, les autorités ont montré que la seule option retenue par le chef de l'État était militaire. Quand Emmanuel Macron dit que tous les services sont mobilisés, ce ne sont pas tous les services de la diplomatie. Ce sont les services de localisation. Les oreilles sont aux aguets, et s'ils arrivent à localiser ma mère, ils déclencheront une frappe ou une intervention militaire. Et ça, c'est terrifiant, ça compromet toutes ses chances de s'en sortir. Les dernières opérations de ce genre se sont soldées par des fiascos, par des drames. Il y a très peu de chances de sauver un otage dans ces conditions. On doit toujours espérer une issue positive. Ce qui est grave, c'est que le Quai d'Orsay n'espère pas ça. Il ne veut pas discuter avec les djihadistes du sort de ma mère. J'ai de bonnes raisons d'être en colère. On m'a demandé de m'écarter, et je m'aperçois que c'est parce qu'on a pris la décision à ma place. La décision de sacrifier ma mère.



Qu'est-ce qui vous donne cette certitude que vous étiez si près d'aboutir ?

On n'est pas face à des farfelus, des trompe-la-mort, des illuminés. On est face à des gens qui raisonnent. Or tout indique qu'ils veulent trouver une porte de sortie. Lors de la discussion que j'ai eue avec eux, il s'est passé quelque chose de peu commun. Mes interlocuteurs m'ont dit : « On te fait confiance, et si tu nous fais la promesse que l'État derrière toi est d'accord pour respecter les termes de la négociation, eh bien on va commencer le processus par la libération de ta mère. » C'était inédit. Je suis retourné à Paris en pensant convaincre le Quai d'Orsay d'aller dans cette direction. On m'a dit non. J'ai imploré Jean-Claude Mallet, le conseiller spécial de Jean-Yves Le Drian, de reconsidérer l'offre. On pouvait récupérer ma mère. Ça aurait pu être rapide. Mais je me suis heurté à un blocage, à de la mauvaise foi et à des faux-fuyants.

Vous avez ouvert de nombreux canaux de négociation différents. Vos initiatives n'ont-elles pas pu mettre en péril les efforts diplomatiques, discrets, ceux-là ?

Il n'y avait pas d'autre filière de négociation, car il n'y avait pas de négociation. Moi, j'ai essayé de mettre en place un mécanisme. Il n'y a pas plusieurs canaux. Il y a Iyad ag Ghali [chef touareg du GSM, groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, qui a revendiqué

la détention de Sophie Pétronin] qui décide de l'affaire, il y a ma mère, et nous qui sommes là. Pour arriver jusqu'à lui, donc jusqu'à elle, il faut des intermédiaires – le moins possible. L'intermédiaire désigné était Ahmed Modak [nom d'emprunt désignant un intercesseur nigérien qui a notamment joué un rôle dans la libération des otages d'Arlit], parce qu'il l'avait déjà fait par le passé et parce qu'il est proche de la France. Mais ce que je n'avais pas réalisé, c'est que dans mon dos Le Drian et ses services lui disaient de me balader. Quand j'ai pris conscience que Modak était verrouillé, je me suis tourné vers un autre. Puis quand celui-là a disparu, encore un autre...

Comprenez-vous que les services de l'État aient un point de vue distinct du vôtre ?

Le citoyen peut le comprendre. Mais ce n'est pas ce que je reproche à Le Drian et à Macron. Ils ne veulent pas négociateur ? D'accord. Mais il faut l'assumer. Il faut arrêter de se la raconter devant tout le monde, de faire croire qu'on travaille, qu'on est en train de faire des choses, qu'il faut nous laisser, blablabla... Ce n'est pas vrai. On s'est foutu de nous ! Ma mère est sacrifiée car on ne veut pas discuter, voilà.

Vous écrivez : « Qui est avec moi ou contre moi ? Les réponses ne sont pas celles que l'on croit. » Vous semblez parfois mieux comprendre

les ravisseurs de votre mère que les diplomates. N'est-on pas à la limite du syndrome de Stockholm ?

Non. Moi, je ne tombe pas amoureux des djihadistes. Ils m'ont à plusieurs reprises et de manière assez insistante demandé de me convertir. Je ne me convertis pas, et je ne les aime pas. Je ne les excuse pas pour ce qu'ils ont fait, je suis lucide. On est dans une partie d'échecs. Simplement, ils ne trichent pas, ils ne mentent pas, jusqu'à preuve du contraire ils ne m'ont jamais fait une entourloupe. Je ne peux pas en dire autant des représentants du Quai d'Orsay, qui n'ont cessé de me mentir et de me manipuler, et dont je me demande bien comment ils font pour se regarder dans une glace.

Vous vous dites « abandonné » par votre pays. Vous gardez quand même espoir ?

De l'espoir, j'en ai. Jusqu'à preuve du contraire, ma mère n'est pas morte. Mais cet espoir est tout petit. Et la sanction va être lourde. Si je perds, ma mère meurt. Elle a offert sa vie pour sauver des enfants, dans une zone de guerre où les populations ont besoin d'être aidées et où il faut savoir prendre des risques. Elle a fait ce choix, je le respecte et je suis fier d'elle. Si pour autant il faut l'abandonner, alors on dit non à l'humanitaire et à l'amour de son prochain. ●

* « Ma mère, ma bataille », Sébastien Chadaud-Pétronin, Fayard, 226 pages, 19 euros.

PROPOS RECUEILLIS
PAR PIERRE-LAURENT MAZARS



Sébastien Chadaud-Pétronin, chez lui, derrière l'écran où s'affiche une image tirée d'une vidéo expédiée par les ravisseurs. RAPHAËL HELLE / SIGNATURES